

Attac & Basta!

LE LIVRE

NOIR

DES

BANQUES\$

Le livre noir des banques

Voici un livre enquête qui vous fera découvrir la face obscure des grandes banques françaises. Pour la première fois des journalistes et des économistes évaluent le coût exorbitant, mais passé sous silence, de leurs activités.

De l'évasion fiscale à la spéculation sur les matières premières, de la « finance de l'ombre » aux produits dérivés opaques, des projets polluants aux emprunts « toxiques », ce livre dresse un panorama complet des effets néfastes de la finance toute puissante.

En 2008, la folie spéculative des banques a provoqué une crise qui ne cesse, depuis, de s'aggraver. Les banques n'ont dû leur salut qu'aux centaines de milliards d'euros injectés par les États et les banques centrales. Que s'est-il passé depuis ? Que sont devenues les grandes promesses de régulation du secteur bancaire ? Pourquoi les responsables politiques ont-ils accepté, sans exception, de maintenir un système qui privatise les profits et socialise les pertes ? Quelles réformes sont nécessaires ? Ce livre retrace également l'histoire de conflits d'intérêts, de collusions et d'aveuglements incroyables. Entrons dans le monde des banques françaises. Là où la finance a un visage. Celui d'une oligarchie bancaire grassement rémunérée, complice d'un hold-up planétaire.

Attac est une association qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste radicalement le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature.

Basta! (www.bastamag.net) est un média indépendant en ligne consacré à l'actualité économique, sociale et aux enjeux écologiques, privilégiant l'investigation et les reportages.

ISBN :979-10-209-0251-1

© Les Liens qui Libèrent, 2015

Le livre noir des banques

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Coordination :

Dominique Plihon (Attac), Agnès Rousseaux (Basta !)

Contributeurs :

Isabelle Bourboulon, Sophie Chapelle, Thomas Coutrot, Nadia Djabali, Simon Gouin, Esther Jeffers, Rachel Knaebel, Frédéric Lemaire, Julien Lusson, Daniel Rome, Ivan du Roy, Patrick Saurin.

Introduction

4 500 milliards.

37 % du PIB de la plus grande puissance économique mondiale, l'Union européenne.

Imaginez remplir un chèque de 4 500 000 000 000 euros. Un chèque en blanc. Invraisemblable ?

C'est pourtant l'argent que les États européens ont mobilisé à la suite de la crise financière de 2008, pour éviter que le système bancaire ne s'écroule comme un vulgaire château de cartes. Un chèque en blanc aux banques, prises au piège de leurs propres folies spéculatives. Ce plan de sauvetage sans précédent a permis d'empêcher l'effondrement du système financier mondial. Mais la crise bancaire s'est transmise à toute l'économie. La crise de la finance dérégulée est devenue *notre* crise, nous frappant de plein fouet : crise des dettes publiques, politiques de « rigueur » ou d'austérité, gel des salaires, chute des investissements, licenciements massifs, augmentation du chômage, dégradation des conditions de travail, remise en cause des protections sociales... Tel un virus très toxique, la crise de la finance

privée s'est propagée aux finances publiques et à l'économie réelle. Le taux de chômage dans la zone euro a bondi de 7,3 % avant la crise à 11,1 % en 2012¹. 24 millions d'Européens sont désormais sans emploi – 8 millions de plus qu'avant la crise – et plus de 10 millions d'entre eux sont des chômeurs de longue durée. Aux États-Unis, dans les mois qui ont suivi la faillite de la banque Lehman Brothers, en 2008, 10 000 familles par jour étaient expulsées de leur logement. Idem en Espagne les années suivantes. En Grèce, l'un des pays les plus durement touchés, la majorité de la population active est désormais littéralement exclue de la vie économique. Combien de vies détruites ? Combien de ménages sombrant dans l'endettement ? Combien de faillites d'entreprises ? Et surtout, pourquoi ?

Sept ans plus tard, rien n'a changé. Ou si peu. En 2008, alors que les citoyens découvrent l'ampleur du désastre, les responsables politiques multiplient les grandes promesses de régulation : plus jamais ça ! On allait voir ce qu'on allait voir. « Mon administration est tout ce qu'il reste entre vous et les fourches », lançait Barack Obama aux banquiers de Wall Street. La finance devient l'adversaire n° 1 de François Hollande, candidat à l'Élysée. Sept ans après le krach de 2008, la finance a-t-elle été « encadrée » ? Non. Les banques sont-elles redevenues utiles à l'économie et à la société ? Pas vraiment. Et leur impact sur nos sociétés est tout aussi négatif, voire davantage, qu'il y a sept ans.

C'est ce que nous montrons dans ce livre. Les banques continuent de spéculer sur les matières premières ou les

1. LIIKANEN Erkki, Rapport du groupe d'experts de haut niveau sur la réforme structurelle du secteur bancaire de l'Union européenne, Commission européenne, octobre 2012.

monnaies, et d'alimenter des bulles spéculatives annonciatrices de nouveaux krachs et de nouvelles récessions. Elles financent des projets très polluants. Elles détournent l'épargne d'utilité sociale tout en profitant abondamment des financements accordés quasi gratuitement par la Banque centrale européenne. Elles développent de nouveaux produits financiers, véritables armes de destruction massive économique et sociale, favorisant toujours plus d'instabilités et de risques. Elles paient toujours moins d'impôts. Et facilitent une évasion fiscale qui ne serait pas possible sans leur complicité : en France, ce vaste détournement entraîne chaque année un manque à gagner pour les finances publiques d'environ 70 milliards d'euros, l'équivalent du montant de l'impôt sur le revenu !

Aujourd'hui, la situation est pire qu'en 2008. Le secteur bancaire est encore plus concentré. En France, quatre groupes se partagent une grande partie du marché. Vous les connaissez, vous en êtes peut-être client. Ils se nomment BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale, BPCE (Banque populaire – Caisse d'épargne). Il n'y a pas que Wall Street ou la City de Londres : en France, ces grandes banques font la loi, au figuré comme au sens propre ! En parcourant ce livre, vous découvrirez leur rôle dans cette complexe machinerie qu'est la finance mondiale. Et l'ampleur des risques qu'elles font peser sur la stabilité économique et démocratique de nos États, déjà fragilisés par la crise et ses répliques.

Depuis 2008, le secteur bancaire a repris sa dangereuse fuite en avant. Des montagnes d'argent virtuel circulent, d'une telle dimension qu'un cerveau humain peine à les concevoir. Prenez le bilan de BNP Paribas : il pèse près de

2000 milliards d'euros, l'équivalent du PIB de la France. C'est-à-dire la richesse produite en un an par ses 66 millions d'habitants et ses 3 millions d'entreprises. Exemple encore plus vertigineux : l'ensemble des produits dérivés de BNP Paribas, ces outils spéculatifs de plus en plus techniques, totalisent 48 000 milliards d'euros, soit 24 fois le PIB de la France. Ces banques sont de véritables bombes à retardement qui menacent toujours d'exploser, malgré les sommes englouties dans leur sauvetage. Les gouvernements français et belge se sont portés garants de la banque privée Dexia à hauteur de 85 milliards d'euros, pour lui permettre de faire face à des créances douteuses et pour éviter une nouvelle faillite aux conséquences désastreuses pour toute l'économie. Et ce, pour plusieurs décennies ! Un exemple parmi tant d'autres. L'illustration que les emprunts toxiques consentis par la banque ont un effet durable, comme des déchets radioactifs. Et qu'un chantage pèse sur nous : nous devons accepter de payer, de garantir, de soutenir, pour éviter un nouveau cataclysme financier. Les finances des États sont pourtant en bien plus mauvaise santé qu'en 2008. Nous n'avons pas les moyens de sauver le système bancaire à chaque nouvelle crise.

Comment avons-nous pu accepter que rien – ou presque – n'ait changé ? Comment avons-nous pu accepter que les mêmes personnes – au sein de chaque banque, de chaque *hedge fund*, de chaque salle de marché, derrière chaque produit financier –, coupables d'avoir déclenché l'une des plus grandes crises économiques de l'histoire mondiale, soient encore aux commandes d'un secteur financier qui a provoqué tant de conséquences négatives sur nos économies, nos emplois, l'équilibre de nos pays ?

Pourquoi les gouvernements successifs ont-ils consenti, sans exception, à maintenir ce dangereux modèle? Pourquoi les réformes annoncées, qui auraient pu freiner, voire inverser, cette logique mortifère, ont-elles été réduites à minima? Nous avons mené l'enquête pour comprendre, décrire les forces à l'œuvre, mettre des visages et des noms sur cette oligarchie financière qui freine toute volonté de régulation. Nous avons aussi voulu retracer cette histoire de conflits d'intérêts et de collusions, dont les protagonistes sont des responsables politiques et administratifs sous influence des banques. Un récit de petits et grands renoncements, de complicités et d'aveuglements. De ce laisser-faire coupable qui gouverne depuis sept ans.

Le coût des banques françaises pour la société

Cette crise n'est que la partie émergée d'un iceberg capable de faire sombrer l'économie mondiale. Entre 1970 et 2011, l'économie mondialisée a connu 431 crises bancaires importantes, dont 66 crises sur la dette souveraine². Même si son ampleur est unique, la crise de 2008 n'est pas isolée : c'est tout un système qui fonctionne en dehors de toute raison, sans le moindre garde-fou. La nocivité du système financier s'est révélée aux yeux de tous. Mais c'est comme si nous restions aveugles. L'ampleur de la spéculation, de l'évasion fiscale, les immenses risques pris par les banques ne font plus la une des médias. Depuis 2008, la doxa économique a repris ses droits, préférant pointer du

2. LAEVEN Luc et VALENCIA Fabián, «Systemic banking crises database : an update», Document de travail du FMI, Département de la recherche, juin 2012.

doigt le « coût » du travail, le nombre de fonctionnaires, la compétitivité des salariés, l'endettement des États. Pour satisfaire les créanciers, donc les banques, des politiques d'austérité criminelles sont menées dans tous les pays d'Europe du Sud³.

Les banques n'ont pourtant pas réduit leurs excès. Leurs abus, mais aussi leur fonctionnement, leurs activités, coûtent cher à la société, à nous tous. Et ce prix est totalement passé sous silence. Nous avons tenté de calculer, d'évaluer le coût que font peser les pratiques des banques sur la société. Il est exorbitant : 13,5 milliards pour les emprunts à risque vendus aux collectivités locales, nos villes ou nos départements ; 120 milliards d'euros de surcoût du prix du blé liés à la spéculation sur les marchés alimentaires mondiaux ; 206 milliards de compensations financières versées aux créanciers de la Grèce, victimes de leur offensive spéculative... Ce ne sont que quelques illustrations du hold-up planétaire et multiforme qui se déroule aux rythmes des fluctuations du marché. Une gigantesque captation de richesse, d'une ampleur inégalée.

Des profondeurs de la crise au fonctionnement quotidien des banques, des démarches de lobbying au financement de l'économie réelle, de la rémunération des dirigeants aux dérives du trading haute fréquence, nous avons cherché à comprendre comment la finance, en particulier les principales banques françaises, organise cette immense captation de richesse. Nous voulons mettre en lumière et expliquer ce pernicieux tour de passe-passe, qui permet aux

3. STUCKLER David et BASU Sanjay, *Quand l'austérité tue. Épidémies, dépressions, suicides : l'économie inhumaine*, Autrement, 2014.

banques de se présenter comme des victimes de la crise, tout en engrangeant toujours plus de profits. Nous voulons mettre à jour ce que les économistes néolibéraux nomment pudiquement «aléa moral» : ce risque que l'on prend en sachant pertinemment que les futures conséquences désastreuses seront assumées par d'autres. Un principe sur lequel s'appuie tout le système bancaire : il socialise les pertes en les faisant reposer sur nous tous, et privatise les profits, qui bénéficient quasi exclusivement à quelques milliers de personnes, actionnaires, *traders* et dirigeants bancaires. Il suffit, pour s'en rendre compte, de regarder les délirantes rémunérations en vigueur dans les banques d'affaires, au sommet de la pyramide bancaire, là où il est courant de gagner plusieurs dizaines ou centaines de fois le montant du Smic.

Comprendre la finance, en saisir les rouages, n'est pas simple. Sa complexité proclamée, sa technicité revendiquée, sa novlangue anglicisée constituent des obstacles à toute tentative de contrôle démocratique. Les grandes places financières mondiales semblent si inaccessibles. Alors à quoi bon s'y intéresser? Sur les marchés financiers se jouent pourtant chaque jour, chaque heure, et même chaque millièmième de seconde, le prix du pain, des métaux, de l'énergie. Des algorithmes et des équations complexes déterminent l'avenir de nos retraites, la valeur de l'euro ou le prix d'une entreprise. Quelques centaines de personnes décident à qui appartiendra la production de céréales, la biodiversité ou nos logements. Avec une seule logique : le profit, toujours plus et quel qu'en soit le prix. Une quête infinie qui impacte tous les aspects de nos vies et hypothèque l'avenir de nos sociétés.

Nous avons voulu tracer des pistes pour une reprise en main, et montrer que pour chacun des chantiers dont il est question dans cet ouvrage, des mesures simples et efficaces sont à la portée des gouvernements, de nos élus, s'ils en ont la volonté politique. À notre portée. Dans chaque chapitre de ce livre, des propositions de mesures, des pistes de régulations, sont esquissées. À l'échelon européen, certaines – trop rares – mesures votées ces dernières années montrent que la dérégulation de la finance est réversible. Il est possible de remettre la finance à sa juste place, de stopper le pouvoir de nuisance des banques. Il suffit d'un peu d'imagination et de courage, pour sortir des voies tracées par le capitalisme financier. Il suffit d'arrêter d'écouter la petite musique hypnotique des puissants lobbys du secteur, qui veulent nous convaincre que tout cela est trop complexe pour nous, que cela se passe bien loin de nos vies, de nos écoles, de nos entreprises. Et qu'il serait plus sage de renoncer à comprendre et à agir.

S'intéresser aux banques et à leurs activités est primordial pour reprendre le contrôle sur le système financier. Il est nécessaire d'en comprendre le vocabulaire, d'en percevoir la structure, de saisir la logique des architectes du système, de ses acteurs, de ceux qui ont pour mission de décider des règles ou de contrôler les dérives. Pour que la démocratie ne s'arrête pas à la porte des salles de marchés. Pour que les banques retrouvent leur fonction d'utilité générale, celle de financer les activités productives, aujourd'hui laissées aux mains d'actionnaires et de dirigeants obnubilés par leurs profits à court terme, qui ont perdu contact avec le

réel. Pour que ces spéculations meurtrières ne bénéficient plus de l'apport des dépôts bancaires de leur «aimable clientèle», c'est-à-dire nous. Et pour éviter un prochain cataclysme financier, social et environnemental, qui n'aura rien de virtuel et risque de mettre à mal la démocratie.

LES PRINCIPALES BANQUES FRANÇAISES ET LEURS FILIALES

BNP Paribas, 800 filiales, dont :

- BankWest (5^e banque californienne)
- BNL Banca (6^e banque italienne)
- Cetelem (crédits aux particuliers)
- Cofinoga (crédits aux particuliers)
- Cortal Consors (banque en ligne)
- Fortis banque (Belgique)

Société générale, 766 filiales, dont :

- Boursorama (banque en ligne)
- Crédit du Nord (banque de détail)

Crédit agricole, plus de 680 filiales, dont :

- Amundi (gestion d'actifs)
- Eurazeo (fonds d'investissement, contrôlé à 21,4 %)
- LCL (ex-Crédit lyonnais)
- Sofinco (crédits aux particuliers)

Banque populaire – Caisse d'épargne (BPCE), plus de 280 filiales, dont :

- Banque Palatine (gestion de patrimoine)
- Banque régionale d'escompte et de dépôt (BRED)
- CASDEN (banque coopérative)
- CNP Assurances (6^e assureur européen, administré en partenariat avec la Caisse des dépôts et de consignation et la Banque postale)
- Coface (assurance-crédit à l'exportation)
- Crédit coopératif (banque coopérative)
- Crédit foncier de France (prêt immobilier)
- Natixis (banque d'affaires)
- Nexity (promoteur immobilier)

Crédit mutuel, environ 200 filiales, dont :

- Banque Casino (à 50 %)
- Banque Pasche (gestion de patrimoine, jusqu'en novembre 2013)
- Crédit industriel et commercial (CIC)
- Cofidis (crédits aux particuliers)
- Ainsi que des médias (Dernières Nouvelles d'Alsace, groupe Républicain lorrain...)

La Banque postale, une vingtaine de filiales en France, dont :

- CNP Assurances (6^e assureur européen, administré en partenariat avec la Caisse des dépôts et de consignation et BPCE)
- Easybourse (courtage en ligne)

PARTIE I

Les banques françaises, des bombes à retardement

2007-2008. La crise financière frappe de plein fouet les pays de la zone euro. En France, dirigeants financiers et responsables politiques affirment haut et fort que les banques françaises ont mieux résisté à la crise que leurs homologues étrangers. Les banques françaises n'auraient pas pris de risques excessifs, les aides publiques qui leur sont allouées n'auraient rien coûté au contribuable, et le modèle de « banque universelle » dominant en France serait le meilleur. Aucune réforme n'est donc nécessaire. Le nuage de produits financiers toxiques qui provoque la panique sur les places boursières mondiales semble s'être arrêté à nos frontières.

Une posture évidemment contestable. Sans intervention publique, les banques françaises se seraient écroulées lamentablement. Leur sauvetage a contraint les États et les banques centrales à mobiliser des ressources considérables, en France comme dans l'Union européenne. Et depuis 2008, très peu de choses ont changé. Les banques

françaises – et européennes – demeurent des colosses aux pieds d'argile. Les réformes bancaires décidées par les autorités internationales, européennes et nationales se sont réduites comme peau de chagrin, sous la pression du lobby bancaire.

Voici un aperçu de ce qu'ont réellement coûté à la société le sauvetage des banques et le désastre économique qui a suivi. Ainsi que les dangers que font planer aujourd'hui encore les banques françaises sur la société.